

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DERET LOGISTIQUE (VERGERS)

580 rue du Champ Rouge
ZAC des Vergers
45770 Saran

Références : 625/2023
Code AIOT : 0010004771

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement DERET LOGISTIQUE (VERGERS) implanté 580 rue du Champ Rouge Zone Pôle 45 45770 Saran. L'inspection a été annoncée le 16/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DERET LOGISTIQUE (VERGERS)
- 580 rue du Champ Rouge Zone Pôle 45 45770 Saran
- Code AIOT : 0010004771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site des Vergers, exploité par la société DERET, est autorisé par arrêté préfectoral du 02/11/2000. Un arrêté préfectoral complémentaire du 10/01/2006 est également opposable à cet établissement. Cet établissement est une plateforme logistique dont les activités sont le stockage de produits cosmétiques, de vêtements et de chaussures.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des travaux de renforcement des mezzanines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Configuration structurelle du bâtiment	Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article 7.6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	(ex Point 8)-Porter à connaissance – mezzanine	Autre du 14/04/2022, article R. 181-46 du CE/Art.47 AM 04/10/2010/Art. 1er AM 11/04/2017	Avec suites, Astreinte, Suspension	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : (ex Point 8) -Porter à connaissance – mezzanine

Référence réglementaire : Autre du 14/04/2022, article R. 181-46 du CE/Art.47 AM 04/10/2010/Art. 1er AM 11/04/2017
Thème(s) : Risques accidentels, porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 18/04/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte, Suspension date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2023
Prescription contrôlée : Art. R.181-46. II. – Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. Art. 47 AM 04/10/10 Principes généraux de prévention des risques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents

<p>susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>C1 : Compte tenu des conclusions de l'étude EFFECTIS relative au comportement au feu de la structure des niveaux et mezzanines (J1, J2, J3 et H1) et de l'absence de justification de la bonne exécution des travaux réalisés par l'exploitant suite à cette étude, l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer la maîtrise des risques (protection de l'environnement et maîtrise des effets létaux et irréversibles sur les tiers et prévention de la propagation d'un incendie) de ses installations puisque, en cas d'incendie, l'intégrité des murs extérieurs et des poteaux béton armé maintenant la charpente des bâtiments n'est pas garantie.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la bonne réalisation des travaux de renforcement des mezzanines dans les cellules J1, J2 et J3 (un secteur à achever sur la cellule J3) du site : augmentation la section des contreventements en croix et mise en place de rupteur pour limiter les forces des mezzanines sur les poteaux porteurs du bâtiment L'exploitant nous indique que les travaux prévus dans la cellule H1 vont être réalisés dans la foulée.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant fourni la note de calculs des structures métalliques issue de l'étude INGENAO, datée du 30/06/2022 ainsi que la liste des dates des permis feu, et une demande permis feu du 20/07/2023.</p> <p>L'exploitant assure qu'aucun incident n'a eu lieu lors du déroulé des travaux.</p> <p>Il nous indique également que la conformité des travaux sera réalisée à l'issue des autocontrôles actuellement en cours et qu'ils seront transmis à l'inspection dès les travaux terminés.</p> <p>Par courriel du 12/01/2024, l'exploitant a informé l'inspection que Le traitement des mezzanines du J et H était achevé (stabilité au feu + fusibles) et qu'il était en cours de préparation du dossier des ouvrages exécutés (compléments sur les fiches matériaux et les fiches d'autocontrôle notamment).</p> <p>Aussi, compte tenu de ce qui précède, dans l'attente de la transmission du dossier des ouvrages exécutés <u>pour l'ensemble des cellules concernées des bâtiments J et H</u>, l'écart est maintenu et reformulé. L'application des suites de l'arrêté de mise en demeure du 08/07/2022 est suspendu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Configuration structurelle du bâtiment

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/2000, article 7.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ruine des cellules</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art. 1er AM 11/04/2017</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux entrepôts couverts déclarés, enregistrés ou autorisés au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet arrêté a pour objectif d'assurer la mise en sécurité des personnes présentes à l'intérieur des entrepôts, de protéger l'environnement, d'assurer la maîtrise des effets létaux ou irréversibles sur les tiers, de prévenir les incendies et leur propagation à l'intégralité des bâtiments ou aux bâtiments voisins, et de permettre la sécurité et les bonnes conditions d'intervention des services de secours.</p> <p>Les dispositions constructives conduisant au compartimentage seront conçues de telle sorte que la ruine d'une cellule n'entraîne pas la ruine de l'autre.</p>
<p>Constats :</p>

C2 : l'état de la base des poteaux des mezzanines diffère des caractéristiques techniques de l'étude de ruine de 2018. Dès lors il n'est pas possible d'écarter un risque de rupture vers l'extérieur des mezzanines qui remettrait en cause l'intégrité de la structure des cellules.

Observations :

Lors de la visite, l'inspection a constaté dans la cellule J2 une détérioration de la base de nombreux poteaux articulés des mezzanines. En effet, les brides d'ancrage des poteaux ne comportent plus de boulons et certaines sont désaxées et/ou arrachées et/ou abîmées à cause du passage de chariots de manutention dessus.

L'étude ingénierie incendie des mezzanines réalisées par Effectis prend pour modèle des pieds de poteaux articulés, en considérant ces brides comme intègres.

Extrait de la page 49 de l'étude Effectis :

"Conditions aux limites des modèles :

Les modèles utilisés sont des modèles 3D afin de retranscrire le plus fidèlement le comportement thermomécanique de la structure de l'entrepôt en situation d'incendie dans les différents scénarios. Les pieds de poteaux sont considérés articulés. Les connexions entre éléments sont considérées comme étant parfaitement rigides."

L'intégrité de la base des poteaux des mezzanines n'étant pas assurée, le risque de ruine d'une mezzanine fragilisant la structure de la cellule ne peut être écarté tout comme un temps de ruine incompatible avec la mise en sécurité du personnel présent dans la cellule.

L'exploitant doit établir un inventaire de l'état des brides de fixation des poteaux de mezzanine au sol, pour l'ensemble des cellules J1 à J3 et H1.

Il doit définir un plan d'action de résorption et le mettre en œuvre dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois